

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

4° année/ n° 184

Du 15 au 21 août 1986

POLITIQUE

Le mandataire de l'ONU arrive au Guatemala
Le gouvernement reconnaît l'existence de graves problèmes
Le chômage déclaré illégal
Les PAC constituent le modèle contre-insurrectionnel le plus large existant
Le gouvernement entrave le développement syndical
Les assassinats politiques perdurent
La violence enlève toute crédibilité internationale au gouvernement
Nouvel ambassadeur à Washington
Grandes possibilités en matière de farinage pour le Guatemala
Aucun résultat pour les réunions sur le Parlement Centre-Américain
Le Guatemala et la Grande-Bretagne reprennent les relations consulaires
Le Gouvernement américain veut utiliser au Guatemala des défoliants interdits

INSURRECTION

L'ORPA dément les accusations de l'armée
Vastes opérations insurrectionnelles dans le nord-ouest

MOUVEMENT POPULAIRE

Grève totale dans la santé publique
Les bureaucrates demandent des augmentations salariales
Les professeurs en grève
Les travailleurs agricoles exigent des augmentations de salaires
Les travailleurs municipaux en grève
Le Gouvernement a été incapable de stopper l'inflation
Protestations dans le secteur vancaire

DROITS DE L'HOMME

Assassinat d'un couple devant leurs enfants
Assassinat de trois agriculteurs
Assassinat et enlèvement d'employés universitaires
La Cour Suprême n'a pas réussi à localiser les disparus
Défenseurs des Droits de l'Homme se rendent au Guatemala

REFUGIES

ACNUR: "Les réfugiés rentreront de leur propre volonté"

4° P. 12315

POLITIQUE

LE MANDATAIRE DE L'ONU ARRIVE AU GUATEMALA

Le Vicomte Colville de Culross, envoyé spécial des Droits de l'Homme des Nations Unies, pour le Guatemala, est arrivé dans le pays et s'est entretenu avec le Ministre des Relations Extérieures, Mario Quiñonez Amézquita, le 18 août.

Colville s'est rendu au Guatemala en tant qu'envoyé de l'ONU dans le cadre de l'accord du mois de mars dernier, lorsqu'il a décidé de maintenir sa surveillance en matière de la situation des garanties individuelles dans ce pays.

LE GOUVERNEMENT RECONNAIT L'EXISTENCE DE GRAVES PROBLEMES

Au cours d'un message télévisé transmis le 13 août, le Président Vinicio Cerezo a refusé l'octroi de nouvelles augmentations salariales pour les derniers mois de 1986, en dépit du fait qu'il a reconnu que la violence et l'inflation constituent actuellement les problèmes les plus graves pour les guatémaltèques.

Selon le mandataire, son gouvernement refuse d'octroyer des augmentations des salaires car ces derniers, à eux seuls, engendreraient une "spirale inflationniste". C'est pourquoi il a demandé à la population guatémaltèque de faire "un petit sacrifice" jusqu'en 1987, lorsque, selon lui, devrait s'opérer une amélioration de la grave situation économique.

De même, le Président a souligné que les corps de sécurité seraient réorganisés de façon à combattre la violence.

LE CHOMAGE DECLARE ILLEGAL

Le 18 août, dans des déclarations à la presse, la Ministre du Travail, Catalina Soberanis, qualifiait "d'illégal" l'arrêt de travail décrété par presque 20.000 employés du secteur de la santé publique aux fins d'obtenir des augmentations salariales.

La fonctionnaire estime que le gouvernement démocrate-chrétien aurait besoin d'environ 6 millions de quetzales (quelques 2 millions de dollars) pour augmenter les salaires.

LES PAC CONSTITUENT LE MODELE CONTRE-INSURRECTIONNEL LE PLUS LARGE EXISTANT

Le 13 août, l'organisation humanitaire américaine Americas Watch signalait que les Patrouilles d'Auto-Défense Civiles -PAC- constituent le modèle le plus important de contrôle militaire de la population rurale à des fins contre-insurrectionnelles, de par le monde.

Selon cette entité, la réalité politique du Guatemala ne permet pas au Président Vinicio Cerezo de prendre une quelconque décision sur le sort des PAC sans la permission des militaires, qui de toute façon, arriveront toujours à profiter de toutes les mesures qui seraient prises en la matière.

L'analyse conclut en signalant que ce système de patrouille est un moyen de contrôle, d'arrestation sans procès légal et d'abus de pouvoir, qui a laissé "de profondes cicatrices" au sein de la société guatémaltèque.

LE GOUVERNEMENT ENTRAVE LE DEVELOPPEMENT SYNDICAL

Le 15 août, Sergio Antonio de León Estrada, dirigeant de la Fédération des Syndicats des Travailleurs de l'Etat -FSTE-, de formation récente, indiquait que le gouvernement démocrate-chrétien entrave le développement du mouvement syndical des travailleurs du secteur publique. Cette organisation regroupe des organismes syndicaux des instituts nationaux d'Electricité -INDE-, d'Anthropologie et d'Histoire -IDAEH-, et de Techniciens en Formation et en Productivité -INTECAP- ainsi que ceux des Banques Nationales de Développement Agricole - BANDESA- et du logement -BANVI-.

LES ASSASSINATS POLITIQUES PERDURENT

Le 19 août, le Secrétaire Général du Syndicat Central des Travailleurs Municipaux, Alfonso Loarca, soulignait que la mort du dirigeant syndical Justo Rufino Reyes s'était produite pour des raisons politiques et non du fait de la délinquance de Droit Comun, comme aimerait le faire croire le gouvernement.

Reyes, Secrétaire des Statistiques et Prévision Sociale dudit syndicat a été assassiné, à coups de poignard, le 23 juillet dernier, après avoir participé activement aux négociations sur les revendications du travail.

LA VIOLENCE ENLEVE TOUTE CREDIBILITE INTERNATIONALE AU GOUVERNEMENT

Le 10 août, un article du journaliste Stephen Kinzer et publié dans le New York Times, reproduit par la presse guatémaltèque le 15 août, stipulait que la crédibilité du gouvernement civil démocrate-chrétien était en danger étant donné l'accroissement de la violence au Guatemala. Selon Kinzer, la violence a atteint des niveaux inconnus depuis le gouvernement du Général Romeo Lucas García (1978-1982), lorsque plus de 11.000 civils furent assassinés par les forces gouvernementales.

NOUVEL AMBASSADEUR A WASHINGTON

Le 12 août, le Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA- dévoilait que l'administration du Président Ronald Reagan avait donné son accord à la nomination de Oscar Padilla Vidaure comme nouvel ambassadeur du Guatemala à Washington, qui succède ainsi à l'économiste Eduardo Palomo Escobar.

Selon les bureaux internationaux de presse, Padilla Vidaure est l'ami personnel du Président Vinicio Cerezo, pour lequel il s'est chargé au cours de ces dernières années des affaires privées situées dans la capitale américaine.

GRANDES POSSIBILITES EN MATIERE DE FARINAGE POUR LE GUATEMALA

Au cours d'une conférence de presse donnée le 13 août dans la ville de Guatemala, le Directeur du Commerce Extérieur des Etats-Unis, Alexander Good énumérait les possibilités qui s'offraient au Guatemala si ce dernier devait s'intégrer au système de farineage promu pour les pays de la région, par le programme américain de l'Initiative du Bassin des Caraïbes -ICC-.

C'est devant des chefs d'entreprises et des fonctionnaires gouvernementaux réunis pour le Premier Congrès National de l'Exportation que Good

a lancé un appel au Guatemala pour que ce dernier participe aux programmes économiques américains pour la région.

AUCUN RESULTAT POUR LES REUNIONS SUR LE PARLEMENT CENTRE-AMERICAIN

Les Vice-Présidents des cinq nations d'Amérique Centrale ont tenu, les 14 et 15 août, dans la ville de Guatemala, la deuxième réunion pour la formation du Parlement Centre Américain. La réunion s'est achevée sans aboutir sur des résultats concrets.

Participaient également à cette réunion, les Ministres des Relations Extérieures du Guatemala et du Costa Rica et des représentants des Assemblées législatives qui faisaient partie des commissions de travail respectives.

LE GUATEMALA ET LA GRANDE BRETAGNE REPRENENT LES RELATIONS CONSULAIRES

Le 19 août, on annonçait officiellement que les gouvernements du Guatemala et de la Grande-Bretagne avaient décidé, le 18 août, de reprendre les relations consulaires, 23 ans après les avoir rompues à la suite du litige portant sur le territoire du Belize, pays qui a obtenu son indépendance en septembre 1981.

Le rétablissement des liens a comme objectif primordial, les échanges commerciaux. C'est ce qu'indique la note officielle diffusée simultanément dans les deux capitales.

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN VEUT UTILISER AU GUATEMALA DES DEFOLIANTS INTERDITS

Le gouvernement américain veut désinfecter par fumigation une partie du territoire guatémaltèque en utilisant des produits chimique hautement nocifs pour la santé et l'écologie. C'est ce que dénonçait, le 18 août, le journal du matin guatémaltèque El Gráfico.

Selon le journaliste Jorge Palmieri, les autorités américaines ont l'intention d'utiliser pour la fumigation un détergent mortel connu sous le nom de Paragat (dérivé de l'acide chlorobensoïque) dans le département septentrional de El Petén, dans le but d'attaquer à des prétendues plants de marijuana et de coquelicots.

INSURRECTION

L'ORPA DEMENT LES ACCUSATIONS DE L'ARMEE

Dans un communiqué diffusé par la presse locale, le 19 août, on pouvait lire que l'Organisations du Peuple en Armes, l'ORPA, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-, démentait les accusations portées par les chefs militaires et elle fait rapport de diverses actions politiques et militaires dans le sud-ouest du pays.

L'ORPA signale que l'accusation selon laquelle les forces insurrectionnelles utilisent des pièges bourrés d'explosifs dans des chemins de campagne du département de Suchitepequez fait partie de la campagne de désinformation et de guerre psychologique entamées par l'armée.

Dans un bulletin connexe, les rebelles indiquent que diverses opérations ont eu lieu au cours du mois de juillet et elles incluent l'occupation de 11 plantations caféalières dans ledit département.

VASTES OPERATIONS INSURRECTIONNELLES DANS LE NORD-OUEST

Le 16 août, l'Armée des Guérilleros des Pauvres, membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-, rapportait que 12 actions de propagande armée, 4 occupations de tronçons routiers, 6 opérations de harcèlement et des affrontements avec l'armée ainsi qu'une attaque d'un détachement militaire s'étaient produits au cours du mois de juillet dernier.

Selon le communiqué insurrectionnel, les actions ont eu pour solde au moins 20 pertes gouvernementales et elles se sont produites dans les départements au nord-ouest, de Huehuetenango et El Quiché, dans le but de contrecarrer la campagne de répression amorcée par l'armée contre la population civile de la zone.

MOUVEMENT POPULAIRE

GREVE TOTALE DANS LA SANTE PUBLIQUE

Plus de 18.000 travailleurs de la santé publique se sont mis en grève le 14 août afin d'exiger du gouvernement une augmentation salariale de 50 quetzales (quelques 15 dollars).

L'attitude des travailleurs s'est poursuivie jusqu'au 21, face au refus gouvernemental de négocier un quelconque accord.

LES BUREAUCRATES DEMANDENT DES AUGMENTATIONS SALARIALES

Le 19 août, la Fédération des Syndicats des Employés Publics, qui regroupe plus de 5.000 bureaucrates exigeait du gouvernement démocrate-chrétien des augmentations salariales pour tous les employés du secteur. Le même jour, des travailleurs de la municipalité de Amatitlán, dans le département de Guatemala, annonçaient qu'ils arrêteraient prochainement leur travail si dans les 48 heures suivantes le gouvernement ne trouvait pas une solution aux licenciements abusifs et injustifiés et aux abus commis par le maire démocrate-chrétien José de León.

LES PROFESSEURS EN GREVE

Plus de 1.000 professeurs du département oriental de Chiquimula ont entamé une grève, le 18 août, jusqu'à ce que le Ministère de l'Education réhabilite à leurs postes, deux fonctionnaires licenciés le premier août. Des sources émanants du corps professoral ont précisé que le mouvement compte sur l'appui du syndicat des professeurs et qu'au cours des prochains jours il pourrait s'étendre à tout le pays.

LES TRAVAILLEURS AGRICOLES EXIGENT DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES

Le 14 août, les travailleurs des plantations caféalières Las Conchas, Asunción et Piedra Parada, situées dans le département occidental de Quetzaltenango, entamaient des actions destinées à obtenir des augmentations salariales.

Pendant ce temps, l'armée a annoncé la réalisation d'opérations militaires dans l'ouest du pays et plus particulièrement dans la zone de Quetzaltenango.

LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX EN GREVE

150 travailleurs de l'Institut du Développement Municipal -INFOM-, situés dans le département de Retalhuleu, au sud-ouest, ont entamé un arrêt de travail, le 15 août aux fins d'exiger des améliorations salariales.

Ce même 15 août, les maires du département de Santa Rosa, au sud-ouest, entamaient une grève afin d'exiger une augmentation dans leurs rémunérations et pour qu'au moins 8% du budget national soit consacré au développement municipal.

LE GOUVERNEMENT A ETE INCAPABLE DE STOPPER L'INFLATION

Un communiqué signé par la Confédération Générale des Travailleurs du Guatemala -CGTG- et publié le 16 août, indique que les secteurs syndicaux proches du gouvernement démocrate-chrétien ont exigé du Président Vinicio Cerezo, l'application de mesures urgentes pour freiner la hausse des prix des articles de base.

La Centrale syndicale estime que les demandes continues en vue d'obtenir des augmentations salariales sont dûes au désespoir qui s'est emparé des travailleurs et de leurs familles face à l'inflation incontrôlée.

PROTESTATIONS DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Le 13 août, la totalité des employés de la Banque Nationale du Développement Agricole -BANDESA-, entamaient diverses actions de protestations en faveur d'une augmentation du salaire mensuel de 150 quetzales (quelques 50 dollars) et pour le paiement des heures supplémentaires.

Le 14 août, les employés du système bancaire national et du secteur de l'éducation, exigeaient du gouvernement des mesures afin de stopper l'inflation et les augmentations salariales immédiates.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT D'UN COUPLE DEVANT LEURS ENFANTS

Le 16 août, la presse locale faisait état du fait que des effectifs des forces de sécurité gouvernementaux ont violé le domicile, le 15 août, du couple Pascual Aguilar Dardón et Blanca Luy Moreno, situé dans la ville de Retalhuleu, au sud-ouest, et les ont assassinés par balles et à coups de machette en présence de leurs trois enfants et d'une autre mineure d'âge qui a été grièvement blessée.

Les voisins des victimes ont précisé que monsieur Dardón était membre d'une église évangélique et que les époux ont été assassinés devant leurs enfants: Sergio Giovanni, 11 ans, Mirza, 7 ans et Sergio Leonel, 4 mois. La petite Esperanza Moreno, 12 ans, a été attaquée à coups de machette et qu'elle a été emmenée dans un centre de soins.

ASSASSINAT DE TROIS AGRICULTEURS

Des sources étrangères signalaient le 14 août, que l'agriculteur César Corado Ramirez âgé de 43 ans, a été assassiné par balles par des agents policiers dans les rues de San Juan Tecuaco, village du département de Santa Rosa, au sud-ouest.

Ce même jour, deux personnes non identifiées ont été mitraillées et ache-

vées par le "coup de grâce" par des effectifs militaires dans la ville de Retalhuleu, au sud-ouest.

ASSASSINAT ET ENLEVEMENT D'EMPLOYES UNIVERSITAIRES

Le professeur d'université Jorge Paiz Morales, 34 ans, était découvert, assassiné par balles, le 15 août, après avoir été séquestré quatre jours auparavant par des effectifs de sécurité dans le département occidental de San Marcos.

De même, le travailleur Gerardo Asanor Letona, jardinier à l'Université de San Carlos de Guatemala, était enlevé par des effectifs militaires, le 29 juillet dernier. Ce fait était dénoncé par son épouse, le 14 août, Blanca Estela Dardón de Asanor.

LA COUR SUPREME N'A PAS REUSSI A LOCALISER LES DISPARUS

Le 13 août, le Président de la Cour Suprême de Justice, Edmundo Vásquez reconnaissait que l'Organisme Judiciaire n'avait pas réussi à localiser les 1.467 disparus politiques dont la réapparition en vie a été réclamé par le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-.

Vásquez a admis que depuis des décennies, le Guatemala connaît une crise dans l'application du droit qui a fait de la Justice un instrument peu efficace et qui manque de crédibilité.

DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME SE RENDENT AU GUATEMALA

Le 13 août, des défenseurs des Droits de l'Homme, émanants de divers pays d'Europe et d'Amérique se sont entretenus avec des parlementaires guatémaltèques afin de leur faire part de leur expérience en la matière. Les spécialistes sont: les docteurs Alvaro Gil Robles et Gil Delgado, d'Espagne; Odilón Méndez, du Costa Rica; Gross Spell, de l'Institut Inter-Américain des Droits de l'Homme et Juan González Carranca, du Mexique.

REFUGIES

ACNUR: "LES REFUGIES RENTRERONT DE LEUR PROPRE VOLONTE"

Le 16 août, le Bureau du Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés -ACNUR-, du Mexique, indiquait qu'en ce qui concerne la décision du retour au pays, les réfugiés guatémaltèques, installés au Mexique, devront pouvoir connaître les garanties offertes par le gouvernement démocrate-chrétien et pouvoir compter sur le droit de choisir de leur prochain lieu de résidence.

Jorge Santiesteban, nouveau représentant de l'ACNUR, au Mexique, a affirmé que les conditions de base pour un retour organisé sont: la décision volontaire de chacun et le contrôle par l'ACNUR en ce qui concerne la supervision de tout le processus de retour.